

PRE-RAPPORT

PISTES POUR UNE REFORME DE NATURE A ASSURER LA PERENNITE DU SYSTEME DE DISTRIBUTION DE LA PRESSE

I SITUATION ACTUELLE ET PREVISIONS

- 1 EVOLUTION DU VOLUME DE VENTES EN MILLIONS D'EXEMPLAIRES (2009 / 2013)
- 2 EVOLUTION DU CA DE VENTES EN MILLIONS D'EUROS (2009 / 2013)
- 3 PREVISIONS DE VOLUMES DE VENTES EN MILLIONS D'EXEMPLAIRES (2013 / 2018)
- 4 PREVISIONS DE CA DE VENTES EN MILLIONS D'EUROS (2013 / 2018)
- 5 SITUATION DU RESEAU
- 6 RESULTAT DES MESSAGERIES (COMPTES CONSOLIDES – SOURCE CONSEIL SUPERIEUR DES MESSAGERIES DE PRESSE)
- 7 SITUATION DE TRESORERIE

II UN IMPERATIF

III MESURES DEJA PRISES OU EN COURS DE MISE EN PLACE

- 1 RAPPROCHEMENT LOGISTIQUE
- 2 SYSTEME D'INFORMATION UNIQUE

IV PROPOSITIONS DE DEBLOCAGE

- 1 A COURT TERME
 - 1-1 RAPPROCHEMENT LOGISTIQUE
 - 1-2 SYSTEME D'INFORMATION UNIQUE
- 2 A MOYEN TERME
 - 2-1 AU NIVEAU LOGISTIQUE
 - 2-2 DISTRIBUTION QUOTIDIENS / MAGAZINES
 - 2-3 EVOLUTION DU SYSTEME DE DISTRIBUTION

V PROGRAMME D' ACTIONS ET CALENDRIER

VI POINT D'ETAPE

Lors de l'Assemblée Générale de juillet 2013, Mme Laurence Franceschini, Commissaire du Gouvernement, demandait au Conseil supérieur des messageries de presse de prendre les mesures nécessaires pour accélérer la réorganisation et la modernisation du système de Distribution de la presse et en assurer la pérennité.

Les 22 juillet et 1^{er} octobre, deux courriers adressés au Conseil supérieur des messageries de presse et émanant respectivement du Ministre de la Culture et de la Communication et du Premier ministre insistaient sur l'urgence de cette situation et des mesures consécutives.

Le pré-rapport ci-dessous, établi à la demande de M. Jean Pierre Roger, Président du Conseil supérieur des messageries de presse, vise donc à analyser la situation actuelle de notre système de distribution et à proposer des pistes d'évolution, entre autres dans les domaines plus particuliers de l'organisation logistique et des systèmes d'information, afin d'accélérer les réformes en discussion depuis plusieurs mois de sortir le réseau de ses difficultés actuelles et de jeter les bases de ce que pourrait être un nouveau système de Distribution de la Presse, assaini et pérenne.

I SITUATION ACTUELLE ET PREVISIONS

1 EVOLUTION DU VOLUME DE VENTES EN MILLIONS D'EXEMPLAIRES (2009 / 2013)

Le marché français a connu une baisse de 20% (en volume) au cours des 3 dernières années.

Cette évolution à la baisse connaît même une accélération très forte au 1^{er} semestre 2013 (-12,5 % versus le 1^{er} semestre 2012).

Somme de Ventes		année						2012/2009		S1 2013/2012
messagerie	presse	2009	2010	2011	2012	2012 S1	2013 S1	valeur	%	%
Presstalis	Quotidiens	319	305	292	263	134	112	-56	-18%	-16,6%
	Publications	701	595	510	451	227	199	-250	-36%	-12,3%
	Autres	42	41	33	19	9	7	-23	-55%	-24,0%
Total Presstalis		1 062	941	835	733	370	318	-330	-31%	-14,1%
MLP	Quotidiens	0	0	0	0	0	0			
	Publications	95	147	179	185	93	86	89	94%	-7,4%
	Autres	8	7	6	15	8	8	7	92%	2,6%
Total MLP		103	154	185	200	100	93	96	94%	-6,7%
Total	Quotidiens	319	305	292	263	134	112	-56	-18%	-16,6%
	Publications	796	741	689	636	319	285	-160	-20%	-10,9%
	Autres	50	48	39	34	17	15	-16	-32%	-11,9%
Total		1 165	1 095	1 020	932	470	411	-233	-20%	-12,5%

Entre 2010 et 2011, la diffusion des journaux :

- a chuté de 3.3% en Amérique latine, de 3.4% en Europe et de 4.3% en Amérique du Nord,
- est restée stable en Océanie,
- n'a augmenté que dans les pays émergents (3.5% en Asie et de 4.8% au Moyen Orient et en Afrique du Nord).

(Source Wan Ifra sur les tendances de la Presse depuis 1989).

2 EVOLUTION DU CA DE VENTES EN MILLIONS D'EUROS (2009 / 2013)

En chiffre d'affaires, la baisse des revenus des messageries de presse en France a été de 17% sur la période 2009-2012 et connaît actuellement une dégradation encore plus importante, avec - 8.8% au premier semestre 2013.

Somme de CA		année						2012/2009		S1 2013/2012
messagerie	presse	2009	2010	2011	2012	2012 S1	2013 S1	valeur	%	%
Presstalis	Quotidiens	400	400	399	375	189	168	-26	-6%	-11,3%
	Publications	1 449	1 254	1 160	1 042	524	477	-407	-28%	-9,0%
	Autres	273	239	201	93	48	35	-180	-66%	-27,4%
Total Presstalis		2 123	1 893	1 760	1 510	761	680	-612	-29%	-10,7%
MLP	Quotidiens									
	Publications	353	439	461	480	239	226	127	36%	-5,4%
	Autres	59	40	42	113	58	60	54	91%	2,6%
Total MLP		412	479	502	593	297	286	181	44%	-3,9%
Total	Quotidiens	400	400	399	375	189	168	-26	-6%	-11,3%
	Publications	1 802	1 693	1 621	1 523	764	703	-280	-16%	-7,9%
	Autres	332	279	243	206	106	94	-126	-38%	-11,0%
Total		2 535	2 372	2 263	2 104	1 059	966	-431	-17%	-8,8%

3 PREVISIONS DE VOLUMES DE VENTES EN MILLIONS D'EXEMPLAIRES (2013 / 2018)

A échéance de 3 à 5 ans, l'activité globale de la distribution de la presse pourrait diminuer de 200 à 300 Millions d'exemplaires (estimation basée sur les tendances des ventes annoncées par Presstalis).

presse	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Quotidiens		-4,3%	-4,4%	-10,0%	-11,3%	-11,4%	-13,1%	-11,1%	-11,1%	-11,1%
Publications		-6,9%	-7,1%	-7,7%	-7,9%	-7,3%	-9,0%	-7,5%	-7,5%	-7,5%
Autres		-4,3%	-19,3%	-12,5%	-11,0%	6,3%	37,2%	-17,7%	-17,7%	-17,7%
Total général		-6,1%	-6,8%	-8,6%	-9,0%	-7,9%	-8,2%	-9,0%	-8,9%	-8,9%

presse	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016 vs 2013	2018 vs 2013
Quotidiens	319	305	292	263	233	206	179	159	142	126	-74	-107
Publications	796	741	689	636	586	543	494	457	423	391	-129	-195
Autres	50	48	39	34	30	32	44	36	30	25	6	-6
Total général	1 165	1 095	1 020	932	849	781	717	653	594	541	-196	-307

Concernant les quotidiens nationaux, la tendance générale des ventes au numéro permet de dire que dans les 3 à 5 ans à venir il n'y aura plus de quotidien national diffusant plus de 200.000 exemplaires dans les points de vente :

- 2 seulement vendront entre 100 et 200.000 exemplaires,
- 2 entre 50 et 100.000 exemplaires,
- 1 entre 20 et 50.000 exemplaires,
- tous les autres ayant des ventes au numéro inférieures à 20.000 exemplaires.

4 PREVISIONS DE CA DE VENTES EN MILLIONS D'EUROS (2013 / 2018)

A échéance de 3 à 5 ans, l'activité globale de la distribution de la presse pourrait diminuer de 200 à 400 Millions € (estimation basée sur les tendances des ventes annoncées par Presstalis).

presse	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Quotidiens		-0,1%	-0,4%	-6,0%	-11,3%	-10,3%	-12,0%	-10,0%	-10,0%	-10,0%
Publications		-6,1%	-4,3%	-6,1%	-7,9%	-4,8%	-6,5%	-5,0%	-5,0%	-5,0%
Autres		-16,0%	-12,9%	-15,3%	-11,0%	12,7%	43,6%	-11,3%	0,0%	0,0%
Total général		-6,4%	-4,6%	-7,0%	-8,8%	-4,1%	-1,8%	-6,8%	-4,9%	-4,8%

Chiffre d'aff.	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016 vs 2013	2018 vs 2013
Quotidiens	400	400	399	375	333	298	262	236	213	191	-96	-141
Publications	1 802	1 693	1 621	1 523	1 402	1 335	1 248	1 186	1 127	1 070	-217	-332
Autres	332	279	243	206	183	207	297	263	263	263	80	80
Total général	2 535	2 372	2 263	2 104	1 918	1 840	1 808	1 685	1 602	1 525	-233	-393

5 SITUATION DU RESEAU

Entre 2010 et 2013, le réseau de diffuseurs a continué à se réduire, passant de 29.300 points de vente à fin 2010, à 28.600 en 2011 et 27.500 fin 2012.

À fin août 2013, le réseau a encore perdu 796 points de vente par rapport à fin août 2012.

L'objet de ce rapport n'est pas de proposer des mesures précises concernant l'évolution des diffuseurs de Presse. Néanmoins il sera indispensable de prendre des décisions rapides et significatives permettant à la fois :

- de consolider le noyau dur du réseau (points de vente de proximité),
- d'inciter au développement de points de vente à fort potentiel,
- de favoriser l'ouverture de nouveaux points de vente dans certaines zones.

6 RESULTAT DES MESSAGERIES (COMPTES CONSOLIDES – SOURCE CONSEIL SUPERIEUR DES MESSAGERIES DE PRESSE)

M€	PRESSTALIS		MLP	
	2012	2011	2012	2011
Chiffre d'affaires	441,4	482,5	99,8	91,3
Résultat d'exploitation	- 14,6	- 19,4	- 5,6	0,9
Résultat financier	- 0,1	0,1	- 0,3	- 1,3
Résultat exceptionnel	- 44,1	- 15,6	0,2	0,1
Résultat net :	- 60,6	- 65,6	- 7,2	- 1,1
- Dont part groupe	- 60,7	- 65,6	- 7,0	- 0,5
- Dont part minoritaires	0,1	-	0,2	0,6
Capitaux Propres Groupe	- 104,1	- 49,6	- 4,7	2,4
Intérêts minoritaires	1,0	0,2	-	0,4
Trésorerie nette	64,4	84,9	47,9	58,8

Le résultat d'exploitation de Presstalis ressort en perte en 2012, de - 14.6 Millions, contre - 19.4 Millions en 2011, le résultat net ressortant en perte de 60 Millions (contre - 65 Millions en 2011).

Le résultat d'exploitation de MLP ressort en perte de -5.6 Millions en 2012, contre un bénéfice de 0.9 Millions en 2011. Le résultat net est une perte de -7.2 Millions (contre - 1.1 Millions en 2011).

Le résultat d'exploitation hors éléments exceptionnels des 2 messageries devrait être proche de l'équilibre en 2013.

7 SITUATION DE TRESORERIE

La trésorerie nette cumulée consolidée des 2 sociétés de messageries de presse a diminué de 31.4 Millions € sur l'exercice 2012 pour s'élever à 112.3 Millions € (contre 143.7 Millions € au début de l'exercice).

Les trésoreries du Groupe Presstalis et du Groupe MLP diminuent respectivement de 20.5 Millions € et de 10.9 Millions €, malgré les aides publiques et les efforts des éditeurs (augmentation du barème, recapitalisation, par exemple).

Il semble évident que, dans le contexte actuel des ventes, cette situation ne peut que se dégrader.

Il sera donc difficile faire face aux investissements nécessaires pour mettre en place la réforme du système de distribution, sauf à en limiter l'importance, ce qui ne serait pas souhaitable.

II UN IMPERATIF

Face à cette situation très difficile et à des tendances marché défavorables, il faut donc à la fois :

- prendre des mesures permettant des économies significatives dès 2014 afin de faire respirer le système de distribution à court terme (sur 2/3 ans),
- dessiner les *guidelines* d'exécution à moyen terme (3 à 5 ans) permettant de faire émerger un nouveau système de distribution de la Presse, dans le respect des impératifs de qualité exigés par la nature des différents titres distribués.

III MESURES DEJA PRISES OU EN COURS DE MISE EN PLACE

Afin d'obtenir des résultats rapides, plusieurs mesures ont déjà été engagées :

- démarrage d'un plan industriel sur les quotidiens et les publications préparé et mis en place par Presstalis,
- la quasi-totalité des éditeurs de Presstalis a participé à l'augmentation de capital et accepté l'augmentation de barème permettant sa mise en place,
- fermeture du centre de Roissy et cession de certaines activités ou participations.

Toutefois, des mesures supplémentaires ont été initiées pour accélérer le redressement des messageries, sous l'égide du Conseil supérieur des messageries de presse. C'est en particulier :

- une réorganisation géographique et logistique de la distribution,
- le fonctionnement des deux messageries sous un SI commun.

Ces deux initiatives devraient dégager environ 20 Millions d'économies pour l'ensemble de la filière.

1 RAPPROCHEMENT LOGISTIQUE

Les deux messageries sont convenues de mettre en place :

- une nouvelle répartition géographique des dépôts reposant sur les décisions du Conseil supérieur des messageries de presse concernant le schéma directeur (63 mandats, 90 plateformes, exécutoire avant fin 2014) et permettant un décroisement des flux aval (soit entre le niveau 2 et les points de vente)
- un décroisement des flux logistiques en amont (entre les imprimeries et les niveaux 2) à travers une Société Commune de Moyens (demandée par l'Autorité de la concurrence), sous-traitant à certaines conditions, les transports des messageries de l'ensemble de la presse.

La nouvelle répartition géographique des dépôts a été entérinée par les deux messageries :

- 22 mouvements (soit 1/3 des mouvements prévus) seront réalisés à fin 2013,
- l'ensemble des mouvements sera réalisé d'ici fin 2014, sous réserve de son bon financement (cf. calendrier prévisionnel des mouvements de dépôts en PJ).

Le décroisement des flux entre niveaux 1 et 2 vient de démarrer et devrait être achevé à l'échelle nationale fin 2014 (28% des dépôts couverts fin 2013 – cf. Planning décroisement des flux en PJ).

En revanche, le décroisement national des flux en amont est lié à la mise en place de la Société Commune de Moyens demandée par l'Autorité de la concurrence qui n'a pas fait à ce jour d'études approfondies de la part des deux messageries.

L'essentiel des économies attendues vient du décroisement aval et devrait s'élever à environ 6 Millions € (étude Neodis juillet 2012, confirmée depuis par les deux messageries).

Une économie supplémentaire de 3 Millions pourrait provenir d'options spécifiques sur le transport amont et la traction fer (en cours d'étude).

2 SYSTEME D'INFORMATION UNIQUE

La constitution d'un système d'information unique est indispensable pour maximiser les économies associées au déploiement et au suivi du décroisement des flux, ainsi que pour réaliser la deuxième partie du plan d'économies envisagé.

Les discussions entre messageries, qui se sont étalées sur près de deux ans, avaient abouti aux constats suivants :

- le logiciel de Presstalis (Presse 2000), n'ayant fait l'objet d'aucune mise à jour depuis plus de deux ans, ne pouvait être utilisé,
- le logiciel de MLP (Edgar) pouvait être retenu, même s'il ne répondait pas à l'ensemble des besoins (en particulier le traitement des quotidiens), les équipes DSI des deux messageries admettant en effet qu'Edgar pouvait être une solution utilisable rapidement, malgré de nécessaires adaptations (investissements complémentaires chiffrés à 17 Millions € sur un délai de 15 mois environ).

Cette solution a fait l'objet d'un consensus au sein d'un groupe de travail « Intercoop » composé de représentants des éditeurs et des messageries.

Tout récemment, Presstalis a exprimé le souhait de mettre en place une nouvelle solution industrielle, qui puisse également être étendue à l'ensemble de la filière.

La solution présentée par Presstalis, avec le concours de Cap Gemini, présente les avantages suivants :

- répondre à l'ensemble des problèmes de la filière (problématiques commerciales, financières, logistiques et métiers) pour les quotidiens et les magazines,
- faire appel à des logiciels « standards »,
- « variabiliser » $\frac{3}{4}$ des coûts informatiques de fonctionnement,
- dégager des économies de l'ordre de 15 Millions €.

Elle pourrait être mise en place dans un délai de 18 mois, pour un coût de 17 Millions € (soit le même montant que l'adaptation du logiciel EDGAR).

Cette proposition soulève par contre un certain nombre de questions :

- tout développement d'un nouveau système, même à partir de logiciels existants, est toujours soumis à des aléas, au niveau de son coût comme de son délai de mise en œuvre,
- ce système traitant de l'ensemble des problématiques Métiers pourrait conduire à uniformiser les prestations des deux messageries et réduire sensiblement le jeu de la concurrence,
- le système proposé par Presstalis impose une révision du cahier des charges de la PQN et des publications, qui n'est pas encore précisée et qui exigerait une longue phase de négociation et d'approbation par les éditeurs concernés,
- les modes de financement par Presstalis des développements de ce nouveau système ne sont actuellement pas garantis,
- ce système pourrait n'être mis en place que chez Presstalis, mais les économies en résultant pour le réseau seraient évidemment plus limitées.

IV PROPOSITIONS DE DEBLOCAGE

1 A COURT TERME

1-1 RAPPROCHEMENT LOGISTIQUE

Le calendrier de réorganisation géographique a été arrêté par les deux messageries sous l'égide du Conseil supérieur des messageries de presse.

Il est indispensable de vérifier :

- que le calendrier de cessions des dépôts sera bien respecté,
- que les financements prévus seront bien assurés,
- que le plan d'économies sera respecté même si une situation nécessitant la mise en place de la Société Commune de Moyens (SCM) n'était pas avérée.
- que l'Autorité de régulation de la distribution de la presse, voire l'Autorité de la concurrence, accepteront un fonctionnement du dégroupage dans des conditions permettant d'éviter la création d'une SCM.

Ces différents points doivent pouvoir être vérifiés au fil de l'eau de manière régulière et très précise par le Conseil supérieur des messageries de presse et l'Autorité de régulation de la distribution de la presse.

Le Conseil supérieur des messageries de presse devrait, dans ce but, nommer un chargé de mission ayant la responsabilité de suivre le calendrier de mise en place du schéma directeur et des décroisements de flux, et d'aider à résoudre les problèmes éventuels.

1-2 SYSTEME D'INFORMATION UNIQUE

Le choix concernant l'évolution des systèmes d'information des messageries, étant à la fois technique et financier, ne peut être tranché que par un auditeur indépendant, toujours nommé par le Conseil supérieur des messageries de presse.

Celui-ci devra, dans un délai de 1 ou 2 mois (maximum) :

- étudier les deux propositions alternatives de système d'information unique en lice :
 - valider les budgets d'adaptation de la proposition basée sur le logiciel Edgar,
 - valider les budgets de conception et de mise en place pour la proposition de Presstalis,
- valider et comparer les économies dégagées :
 - en cas d'utilisation du SI de MLP pour toute la filière,
 - en cas d'utilisation du projet de Presstalis pour toute la filière,
 - en cas de cohabitation du SI MLP avec le projet de Presstalis,
- étudier et comparer les délais de mise en place des deux propositions,
- comparer les modifications de cahier des charges imposées par chacune des deux propositions.

Cet auditeur doit pour démarrer sa mission le plus rapidement possible.

2 A MOYEN TERME

Les solutions retenues à court terme doivent tenir compte des tendances des ventes et donc autoriser des évolutions plus radicales qui pourraient s'avérer nécessaires du fait de la baisse des volumes distribués.

En effet, les évolutions prévisibles très négatives des ventes imposent probablement de prendre des mesures allant au-delà des pistes de changements évoquées plus haut.

Ces évolutions pourraient être de 3 ordres :

2-1 AU NIVEAU LOGISTIQUE

- Comment devront s'articuler à terme **niveau 1 et niveau 2** ? Imagine-t-on un niveau 1 très fort et centralisé ou au contraire un niveau 1 simple agrégateur d'informations (sur le modèle espagnol par exemple) ?

L'impression numérique décentralisée des quotidiens, imaginable à échéance de 5 ou 10 ans, renforce encore l'importance de traiter ce sujet.

- Quel doit être le rôle et l'importance des **plateformes, dépôts et structures commerciales** ? L'organisation Presstalis s'annonce plus centralisée que celle de MLP qui envisage aussi des évolutions. Le rôle des messageries doit-il être purement logistique ou ont-elles aussi un rôle de commercialité, développement du niveau 3 et du merchandising ? Par ailleurs, les structures spécifiques destinées aux quotidiens ne devraient peut-être pas être les mêmes que celles traitant les publications.

2-2 DISTRIBUTION QUOTIDIENS / MAGAZINES

Les quotidiens sont un sujet compliqué et très structurant, en raison de leurs caractéristiques (heures de bouclage et nécessité de livraison, traitement obligatoirement de nuit, volumes faibles et en diminution, besoin de capillarité, coût du dernier kilomètre).

Jusqu'à aujourd'hui, ce sujet n'avait pas été abordé dans les négociations entre messageries. Afin de les traiter de manière plus rationnelle tout en respectant les besoins des éditeurs, les messageries se sont engagées à présenter d'ici fin novembre les mesures de simplification du cahier des charges de la PQN (en même temps que les principes de simplification des règles interprofessionnelles des publications).

Au-delà de ce point, une réflexion sur l'évolution à moyen terme de notre système de distribution doit aborder **la question de la distribution mutualisée entre la PQN et les publications**. Il est évident qu'un système de distribution ne serait pas le même selon qu'il distribuerait, ou non des quotidiens.

Les magazines traités de manière autonome pourraient être distribués de façon très différente du système actuel. Par exemple, 20 à 40 dépôts pourraient suffire.

De même, les quotidiens pourraient trouver une légitimité à être distribués avec une autre forme de Presse plus proche de la leur, la PQR par exemple. Celle-ci pourrait en effet apporter des synergies évidentes sur la livraison du dernier kilomètre ainsi que sur le développement du portage, tandis que la mutualisation des transports entre imprimerie et plateforme d'éclatement (directement par les éditeurs de PQN et imprimeurs) serait assez facile à réaliser compte tenu des concentrations au niveau des imprimeries.

La PQR avait exprimé au printemps 2011 son intérêt pour une solution de ce type ; des études devraient être reprises pour approfondir cette piste.

Si une telle décision est aujourd'hui prématurée, le système mis en place à court terme doit obligatoirement être suffisamment souple pour permettre, éventuellement à moyen terme, la mise en place de cette solution qui changerait évidemment la structure, les méthodes, et donc les coûts de l'ensemble du système de distribution.

En attendant, l'étude de cette possibilité devrait impérativement être engagée rapidement.

2-3 EVOLUTION DU SYSTEME DE DISTRIBUTION

Une réflexion à moyen terme devrait aborder également le sujet de **la nécessité (ou de l'intérêt) de maintenir plusieurs réseaux de distribution** dans une activité dont les volumes sont en baisse régulière.

La distribution de la presse en France est en effet organisée autour de 5 systèmes de distribution : Presstalis, les MLP, la Poste, la PQR et SDVP sur la région parisienne.

Le rôle attribué aux messageries ainsi que l'évolution de l'activité générale de la Presse sont les deux éléments essentiels autour desquels doit se prendre les décisions du système de distribution idéal à retenir pour le futur.

Dans le cadre des évolutions prévisibles de chiffre d'affaires de la presse en France, est-il raisonnable de continuer à garder un système aussi divers et aussi lourd ?

V PROGRAMME D' ACTIONS ET CALENDRIER

Un certain nombre de problèmes reste actuellement en suspens. Par exemple, le nouveau SI proposé par Presstalis reflète probablement une nouvelle vision de la distribution à moyen terme, plus centrée sur la logistique, différant ainsi de la vision des MLP.

Le contexte actuel impose qu'éditeurs et messageries ne repartent pas dans un long processus de négociation, mais nécessite décisions et des actions rapides.

Puisqu'il s'agit peut-être de dessiner un nouveau mode de fonctionnement de la distribution de la Presse, au service des éditeurs, il est indispensable que les discussions autour de l'ensemble de ces sujets reprennent en direct entre éditeurs et messageries dans un calendrier contraint et sous l'égide du Conseil supérieur des messageries de presse et de l'Autorité de régulation de la distribution de la presse, qui veillent au bon fonctionnement de la distribution de la presse.

Proposition de Calendrier :

- Semaine du 2 décembre : présentation de ce pré-rapport au Conseil supérieur des messageries de presse et aux deux messageries;
- désignation par le Conseil supérieur des messageries de presse d'un chargé de mission responsable du suivi de la réorganisation logistique et de l'auditeur responsable de l'étude comparative des deux projets de SI MLP et Presstalis.
- Décembre 2013 : validation auprès de l'Autorité de régulation de la distribution de la presse qu'un système de distribution décroisé est acceptable si la Société Commune de Moyens n'était pas mise en place.
- Décembre 2013 : présentation par les messageries aux éditeurs de quotidiens et magazines des propositions de simplification du cahier des charges de la PQN et des règles interprofessionnelles des publications. Janvier 2014 : audit des deux projets de SI par un expert indépendant choisi par le Conseil supérieur des messageries de presse.
- Janvier 2014 : sous l'égide du Conseil supérieur des messageries de presse, discussion éditeurs / messageries sur leur vision de la Distribution, et entre autres :
 - système logistique à retenir (importance et rôle du niveau 2),
 - articulation idéale de la distribution entre quotidiens et magazines.
- Février 2014 : rédaction du rapport définitif
- Février 2014 : présentation du rapport au Conseil supérieur des messageries de presse et planning de mise en œuvre.

En fonction des conclusions des réflexions quotidiens/magazines sur l'évolution de leur distribution, démarrage des discussions entre les différents acteurs au 1^{er} semestre 2014.

La réflexion sur l'évolution de l'ensemble du système de distribution en France devrait être menée en parallèle pendant la même période.

VI POINT D'ETAPE

Notre système de distribution est extrêmement fragile. Il l'est beaucoup plus qu'on ne pouvait le penser il y a quelques années puisque :

- les ventes au numéro dans le réseau sont en forte baisse avec une tendance qui s'aggrave encore (et qu'on retrouve dans tous les grands pays développés) c'est à dire **une tendance générale à la baisse des ventes au numéro de l'ensemble de la Presse,**
- les messageries subissent une constante dégradation de leur situation financière.

Une nouvelle restructuration ne suffira pas à régler les difficultés de la distribution de la presse française si elle ne s'accompagne pas d'un *reengineering* complet de nos façons de travailler.

Et ce, d'autant plus que :

- l'Etat a annoncé ne plus pouvoir apporter son financement, sauf à prélever les sommes accordées demain sur le montant global des autres aides à la Presse devant être versées aux Éditeurs,
- les Éditeurs ayant eux aussi beaucoup donné et traversant actuellement une période de mutation numérique très violente, ne le peuvent pas davantage.

Il faut souligner par ailleurs que le système coopératif reposait sur quelques groupes de presse puissants garants de son mode de fonctionnement : Les Hachette, Figaro, Amaury, Éditions Mondiales, le Monde, qui ont fait fonctionner ce système pendant de nombreuses années, n'existent plus ou sont devenus trop fragiles pour assumer ce rôle.

Les derniers grands groupes de presse Magazines sont maintenant Lagardère, Prisma et Mondadori, Groupes de Presse Généraliste, et des quotidiens à vente au numéro importante L'Equipe, Turf Editions, tous majoritairement non IPG, légitimement préoccupés de leur rentabilité (en baisse structurelle actuellement), plus que d'idées de mutualisation ou de concepts hérités de 1947, et sont prêts aujourd'hui à revisiter les principes de la Loi Bichet.

La réflexion et la reconstruction de notre système de distribution doit tenir compte de ces faits et permettre des évolutions qui permettront sur le moyen terme aux Groupes de Presse de continuer à être distribués de façon à la fois rationnelle et économique.

Par ailleurs, il est urgent de proposer des solutions visant à l'amélioration des conditions de fonctionnement du réseau de diffuseurs de presse, avec le double objectif d'améliorer la rémunération des points de vente traditionnels et d'inciter au développement des points de vente les plus dynamiques et à fort potentiel.

Mais l'une des réponses à l'hémorragie actuelle des points de vente se trouve également dans un système de distribution équilibré et performant assurant aux points de vente les exemplaires dont ils ont besoin, dans des conditions économiquement viables, et en particulier une logistique et une facturation simples et efficaces.

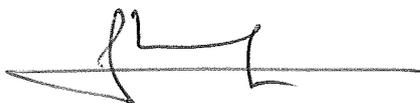
Un réseau de distribution qui se restructurerait au détriment de ses clients, sans tenir compte de leurs besoins ou possibilités, ou en espérant un retournement du Marché, ne serait évidemment pas une solution viable.

Il est indispensable de définir enfin le système qui établira à moyen terme un juste équilibre entre les besoins spécifiques indispensables aux différentes formes de Presse et la nécessaire standardisation des conditions de distribution, permettant ainsi un système pérenne et équilibré pour toutes les formes de Presse.

Voici ce que les auteurs de ce pré-rapport ont souhaité dessiner ici, avec l'ensemble des acteurs de la presse française.

Paris, le

02/12/13



Francis Morel



Carmine PERNA